Session thématique sur « L'investissement durable en faveur des systèmes agroalimentaires »

Note conceptuelle

Contexte

La déclaration ministérielle UA-UE de 2019 a souligné l'importance de la coopération en matière d'investissements publics et privés dans l'agriculture et les chaînes de valeur agroalimentaires. En outre, dans le prolongement du 6e Sommet UE-UA de février 2022, et dans le cadre du paquet d'investissement « Global Gateway », une coopération renforcée sur les systèmes alimentaires durables a été mise en avant. Avec l'ambition d'accroître la résilience et la durabilité des systèmes alimentaires africains, l'accent serait mis sur : i) le renforcement de la croissance durable (dans ses dimensions économique, environnementale et sociale) de la production alimentaire ; ii) la création d'un environnement politique propice aux investissements privés durables dans les petites exploitations agricoles et dans le soutien à l'agroalimentaire et à la transformation du poisson ; iii) la facilitation de l'innovation et du transfert de connaissances ; et iv) des mesures en faveur d'une meilleure nutrition.

Par ailleurs, à la suite du sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires de 2021, la Banque mondiale et le FIDA ont dirigé des travaux sur une nouvelle architecture mondiale de financement de l'alimentation. Cette architecture repose sur le constat que les systèmes alimentaires actuels : i) génèrent 12 000 milliards de dollars de coûts sociaux, économiques et environnementaux cachés ; ii) donnent la priorité au volume plutôt qu'à la valeur nutritionnelle ; iii) ne rémunèrent pas les travailleurs de manière décente tout en créant des profits considérables pour un ensemble concentré d'acteurs ; et iv) considèrent l'environnement naturel comme une ressource infinie - ce qui entraîne un gaspillage massif et compromet la stabilité de l'ensemble du système alimentaire et de l'économie mondiale. La nouvelle architecture du financement de l'alimentation véhicule le double message d'une augmentation des investissements et d'un financement différent, avec des implications pour le financement public national, le financement par les donateurs et le financement privé et autres financements.

Dans le même ordre d'idées, le sommet de l'UA de janvier 2023 sur la souveraineté et la résilience alimentaires a appelé à une augmentation des investissements provenant de ressources nationales et internationales pour le secteur agricole de l'Afrique. Lors du sommet, des "pactes de livraison pour l'alimentation et l'agriculture" ont été présentés au niveau national. Ils présentent la vision, les défis et les opportunités en matière de productivité

agricole, d'infrastructures, de transformation et de valeur ajoutée, de marchés et de financement qui accéléreront la mise en œuvre du Programme détaillé de développement de l'agriculture en Afrique (PDDAA).

Cette session sur « L'investissement en faveur des systèmes agro-alimentaires durables » présentera quelques-unes des chaînes de valeur agricoles qui ont de l'attrait au niveau national et régional - à la fois exportables (cacao, noix de cajou) et pour toutes les typologies de marchés (bétail, fruits et légumes, aquatique, protéines végétales, etc.) et faisant partie de l'execution du Global Gateway.

Bien que l'engagement politique ait été exprimé à plusieurs reprises, de nombreux obstacles pratiques subsistent. Il s'agit notamment des évolutions lentes dans la mise en place d'environnements politiques et réglementaires favorables, y compris des politiques agricoles qui faussent la concurrence, des capacités institutionnelles limitées, des structures de pouvoir de marché déséquilibrées. Il reste également difficile d'augmenter le financement en faveur de l'agriculture à petite échelle et d'exploiter d'autres sources de financement (par exemple le financement climatique) pour les systèmes agroalimentaires en Afrique. Cette session thématique sera l'occasion d'explorer les moyens d'aborder ces contraintes en collaboration avec les agences basées à Rome et ailleurs.

Thème de la session

La réunion ministérielle UA-UE sur l'agriculture de 2019 a débattu de la question du renforcement des investissements responsables dans l'agriculture et l'agro-industrie, en mettant l'accent sur les plateformes d'entreprises. Depuis lors, une certaine expérience ayant été acquise, non seulement pour rassembler les parties prenantes, mais aussi pour mettre en place une série d'instruments, de dispositifs et de mesures qui facilitent les investissements privés dans l'agriculture et les systèmes alimentaires. En outre, des appels ont été lancés, sur la base d'éléments concrets, en faveur d'une réorientation des dépenses publiques vers les systèmes alimentaires. Cette session thématique s'appuiera sur ces expériences et examinera plus particulièrement les points suivants :

- les progrès accomplis dans l'établissement de liens agro-industriels, et notamment la coopération entre les agences des secteurs public et privé
- les perspectives de réaffectation des dépenses publiques et des mesures d'incitation
- les options pour un renouvellement du rôle des banques publiques de développement (BPD) dans le cadre du financement de l'agriculture (à petite échelle)
- Les opportunités et les défis liés à l'utilisation à la fois d'instruments et de garanties dans l'agriculture et l'agro-industrie - par AgriFI, ABC Fund, Huruma Fund, AATIF et d'autres.

Panélistes

Président

- Ildephonse Musafiri, Ministre d'État au Ministère de l'agriculture et des ressources animales, Rwanda

Modératrice

- Carla Montesi, Directrice de la Direction générale des Partenariats internationaux de la Commission européenne

Orateurs

- Marco Camagni, Responsable technique mondial pour les institutions rurales, Fonds international de développement agricole (FIDA)
- Andrea Ghia, Responsable de la plateforme agro-industrielle UE-Ghana, Eurocham Ghana
- Martin Fregene, Directeur pour l'agriculture et l'agro-industrie (AHAI) à la Banque africaine de développement
- Changwe Kumalinga, Directeur financier, Good Nature Agro
- Bongiwe Njobe, Présidente du Forum mondial de la recherche agricole (GFAR)
- Mohamed Manssouri, Directeur du Centre d'investissement de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)